

**DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES
FRAIS EN LIEN AVEC UN AUDIT RSE
ANNEE 2018**

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Demandeur.....Fonction

Raison sociale Nom commercial

Adresse
.....

CP |_|_|_|_| Ville Téléphone

Mail

N° SIRET |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| - Secteur d'activité :

AIDE SOLLICITEE

Je sollicite le Cluster Bio Auvergne Rhône-Alpes pour la prise en charge d'une partie de mes frais de mon audit RSE dans le cadre de l'appel à projet DINAI « accompagner les PME agro-alimentaire à structurer et valoriser leur RSE » de la DRAAF Auvergne Rhône-Alpes, selon les conditions suivantes :

- ✓ aide destinée aux Très Petites Entreprises (moins de 10 personnes et chiffre d'affaires annuel ou total bilan annuel ≤ à 2 000 000 €) de l'agroalimentaire.
- ✓ aide destinée aux Petites et Moyennes Entreprises (nombre de salariés compris entre 10 et 250 et chiffre d'affaires < 50 millions d'€ ou bilan annuel ≤ 43 millions d'€) de l'agroalimentaire.

J'autorise le Cluster Bio à assister à cet audit pour la rédaction d'un guide de préparation d'un audit RSE à destination des entreprises bio régionales.

Établi à.....

Le.....

Signature et cachet :

Formulaire de 2 pages à remplir et à transmettre avec les justificatifs indiqués au verso à :
Cluster Bio
Rovaltain TGV - 1, rue Marc Seguin - BP16208 Alixan
26958 Valence Cedex 09 – mcastaing@cluster-bio.com
www.cluster-bio.com - 04 75 25 97 00

AUTRES RENSEIGNEMENTS - Données obligatoires mais restant confidentielles

Effectif de l'entreprise (en ETP) : - Chiffre d'affaires global :€
Pourcentage du chiffre d'affaires en Bio :%

S'agit-il d'un audit de labellisation RSE ?
Si oui, de quel label s'agit-il ? Nom du certificateur :
Date prévue de l'audit :

PIECES A JOINDRE

- une copie de la facture acquittée auprès de l'organisme certificateur
- un RIB
- le rapport d'audit
- Adhésion à jour pour 2018
- Lettre d'engagement de l'entreprise (compléter le modèle joint)

ATTESTATION DE MINIMIS

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « de minimis », conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

J'atteste sur l'honneur avoir perçu (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « de minimis » entreprise (en [référence au règlement \(UE\) n° 1407/2013](#) ou au [règlement \(CE\) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006](#)) :

Intitulé de l'aide	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus		€

Etabli à le

Signature et cachet